

Programme d'action 2007-2011 de l'UDF Suisse

Profil de l'UDF

L'Union Démocratique Fédérale (UDF), respectivement l'EDU (Eidgenössisch-Demokratische Union) et l'UDF (Unione Democratica Federale), est un parti politique. Elle offre aux citoyen(ne)s une plateforme pour un engagement politique sur un fondement chrétien. Créée en 1975, elle est organisée en sections cantonales, régionales et locales. Son organe de presse *EDU-Standpunkt* existe en langue allemande depuis 1981. Il paraît mensuellement. En 1995, à l'occasion de son vingtième anniversaire, l'UDF a lancé *Impulsion*, organe de presse en Suisse romande.

Les principes fondamentaux

L'engagement et les principes de l'UDF s'enracinent dans la Bible, parole de Dieu. L'UDF prend au sérieux ses responsabilités envers le Créateur, la société et l'Etat. Elle mène une politique indépendante et ne se considère pas comme le porte-parole officiel d'une dénomination.

Priorités politiques

Dans son engagement politique pour la législature 2007-2011, l'UDF a fixé les priorités suivantes:

Pour une Suisse respectueuse des valeurs chrétiennes

Valeurs de référence

L'UDF considère que les dix commandements de la Bible constituent le meilleur fondement pour une vie en société. Avec l'invocation « au nom de Dieu tout-puissant » ancrée dans le préambule de la Constitution fédérale, la Suisse rappelle qu'elle se reconnaît dans ces valeurs. L'UDF s'engage à ce que les valeurs chrétiennes gagnent en influence dans le débat politique suisse, tout en demeurant attachée au principe d'un Etat de droit non confessionnel, démocratique et libre, fondé sur les valeurs chrétiennes.

Liberté religieuse et de conscience

L'UDF s'engage à veiller au maintien de la liberté de croyance, de conscience et de culte dans tous les domaines de la société, dans les limites de la Constitution et des lois existantes. Elle s'oppose à l'utilisation abusive de la liberté de l'art pour blasphémer la création divine

La vie

L'UDF considère que la vie commence à la conception et se termine par la mort naturelle. C'est pourquoi elle s'engage à défendre la vie dans son ensemble. Afin d'éviter les avortements, l'UDF est favorable à des cours d'éducation sexuelle dans un cadre scolaire, pour autant que ceux-ci mettent l'accent sur le sens des responsabilités. La manière d'aborder la sexualité doit prendre en compte la prévention de la santé physique et psychique. Les femmes enceintes en situation de détresse doivent pouvoir obtenir une aide sociale adéquate. Le bien et le droit à la vie de l'enfant à naître doit, dans l'intérêt de toute la société, l'emporter sur les intérêts à court terme de la mère et/ou du père ou sur la prétention d'un droit à l'avortement. Le père de l'enfant doit se voir reconnaître le même droit de détermination et la même responsabilité quant à la décision de procéder à un avortement. L'UDF s'oppose à l'euthanasie active et aux interventions dans le patrimoine génétique humain, de même qu'au clonage d'êtres humains. Afin de soulager les douleurs de personnes en fin de vie, l'UDF soutient le développement des soins palliatifs.

Politique familiale

Convaincue que les couples et les familles stables constituent les cellules fondamentales de la société et sont indispensables au bien-être de la communauté et de l'Etat, l'UDF s'engage à ce que ceux-ci disposent d'avantages concrets, notamment des réductions fiscales, des allocations familiales adaptées et des réductions des primes d'assurance maladie. Les infrastructures mises en place par l'Etat pour améliorer la prise en charge des enfants hors du cadre familial ou les déductions fiscales accordées aux parents concernés ne doivent pas défavoriser les parents qui veillent eux-mêmes à l'éducation et aux soins de leurs enfants. Il convient de valoriser le travail ménager. L'adoption d'enfants par des couples au sens traditionnel du terme doit être facilitée et encouragée. L'UDF s'oppose en revanche à toutes prétentions à l'adoption d'enfants par des couples (homosexuels) en partenariat enregistré.

Santé

Dans le cadre de la politique de la santé en général, l'UDF s'engage, en sus de la solidarité de la collectivité, à une plus grande responsabilité individuelle. L'UDF continuera à exiger de l'OFSP une meilleure promotion des comportements responsables, notamment pour prévenir le sida et la drogue. Les valeurs telles que la fidélité, les égards dus au prochain et l'abstention de toute forme de dépendance doivent être mieux mises en valeur dans le cadre des campagnes de prévention.

Concernant l'assurance maladie de base, l'UDF soutient des modèles d'assurance qui incitent à un mode de vie responsable et respectueux de sa santé, favorisant le renoncement à toute forme de dépendance. L'UDF est favorable à des mesures de réduction des coûts qui consisteraient à transférer certaines prestations dans le champ d'application de l'assurance complémentaire facultative. Dès lors que les effets nocifs de la fumée (passive) sont scientifiquement démontrés, l'UDF demande l'interdiction de la fumée dans les bâtiments publics.

Caisses-maladie

L'UDF s'engage pour que le fait de renoncer volontairement à certaines prestations puisse se répercuter sur les primes d'assurance maladie de la personne concernée (dans le sens de l'idée de l'initiative MiniMax). L'UDF demande que l'assurance maladie de base soit financièrement supportable ; à cette fin elle se limitera aux prestations fondées sur la médecine académique et favorisera, par une répercussion sur les primes, un mode de vie respectueux de sa santé. Un style de vie sain tel que le renoncement à la consommation d'alcool, de tabac ou de drogue doit être récompensé par des réductions de primes.

Politique de la drogue

Dans l'optique d'un développement harmonieux de notre société, l'UDF soutient une politique de la drogue qui vise à l'abstinence. L'UDF s'oppose à la distribution d'héroïne, de méthadone ou d'autres substances psychotropes comparables sous contrôle médical et à son financement par l'assurance maladie obligatoire ou par l'assurance invalidité. L'UDF s'engage en faveur des thérapies qui conduisent réellement à la guérison et à la réhabilitation sociale. Elle s'oppose par contre à une banalisation de la consommation des drogues et à l'ouverture de locaux d'injection par les pouvoirs publics. Toute mesure de prévention doit viser à proscrire toute forme de drogue et à favoriser un mode de vie libre de toute dépendance.

Pornographie, pédophilie

L'UDF considère que l'accès facile à la pornographie est l'une des causes du développement regrettable de l'industrie du sexe, avec tous ses effets secondaires, tels que la prostitution, la traite des femmes et la déviance sexuelle. C'est pourquoi l'UDF demande à l'Etat une application stricte des lois existantes et la création de bases légales pour combattre la pornographie. De plus, notre pays doit se donner les moyens de lutter plus efficacement contre la criminalité organisée et la pédophilie, notamment sur l'internet. Les bâtiments et les infrastructures publics ne doivent pas servir à des manifestations pornographiques.

Pour une Suisse sociale

Chômage

Dans l'intérêt d'une économie florissante, l'UDF s'engage dans la paix du travail et demande l'amélioration des conditions-cadres pour les petites et moyennes entreprises (PME). L'UDF s'engage en faveur de la revalorisation de la filière de formation pratique. Elle approuve le fait que les chômeurs, particulièrement les jeunes, puissent être aidés de manière appropriée à se lancer rapidement dans une activité professionnelle.

Service public

L'UDF est favorable au maintien d'un service public de qualité et d'un coût raisonnable sur l'ensemble du territoire. Les régions rurales et périphériques ne doivent pas être désavantagées.

Protection des consommateurs

L'UDF approuve des restrictions en matière de petit crédit et de publicité le concernant. En matière de petits crédits de consommation, le risque lié au crédit doit être entièrement supporté par le prêteur et non par les services sociaux. Les institutions sociales ne doivent en aucun cas prendre en charge des saisies de salaire ou le remboursement du capital ou d'intérêts des petits crédits. Dans l'intérêt de la protection de la jeunesse, tant la publicité pour des produits et des services engendrant la dépendance que celle pour les jeux de hasard et les casinos doivent être restreintes.

Pour une Suisse responsable...

... en matière de finances

Afin de préserver la liberté d'action de notre Etat, l'UDF milite en faveur de l'assainissement des finances publiques et s'engage en faveur d'un ménage fédéral équilibré, d'un financement adéquat des dépenses engagées par une décision de l'Etat et d'une réduction de la dette publique.

...en matière d'agriculture

L'UDF s'engage pour une agriculture productrice concurrentielle, qui garantit l'approvisionnement de la population en denrées saines et naturelles, ainsi que le maintien d'un environnement intact. L'UDF est d'avis que chaque pays a le droit et le devoir d'utiliser ses propres ressources alimentaires, et que ce droit l'emporte sur les intérêts à court terme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'UDF s'engage pour que la production indigène participe de manière appropriée à l'approvisionnement du pays. L'agriculture doit pouvoir tirer ses revenus principaux de ses propres prestations.

... en matière de nature et d'environnement

L'UDF approuve le principe d'une politique environnementale fondée sur une utilisation responsable de la création et sur le développement durable. L'UDF englobe dans la définition de l'environnement la faune, la flore, l'eau, l'air et la terre, de même que l'être humain.

... en matière de consommation d'énergie

Les mesures d'économie d'énergie et les mesures incitatives en matière énergétique, de même que le développement d'énergies indigènes, doivent être favorisées. Les énergies hydraulique, éolienne et solaire méritent une attention particulière. Les taxes incitatives doivent servir en premier lieu à financer des mesures en faveur de l'efficacité énergétique dans les domaines de la production et de la consommation d'énergie, des mesures d'économie d'énergie, ainsi que le développement de nouvelles technologies notamment. L'UDF s'oppose en revanche à des mesures incitatives qui conduisent uniquement à des reports de consommation sur d'autres types d'énergie.

... en matière de politique des étrangers

L'UDF soutient la tradition humanitaire de notre pays et approuve l'aide apportée aux personnes qui sont véritablement persécutées. En revanche, elle dénonce l'abus dans le domaine de l'asile. Les immigrants se doivent de respecter les valeurs chrétiennes et les lois de l'Etat. En fonction des besoins, il conviendra de prendre à leur égard des mesures favorisant ou requérant l'intégration. L'UDF s'oppose à toutes les tendances qui forment le terreau du racisme et de l'antisémitisme.

... en matière de vision pour le pays

L'UDF s'engage d'une part en faveur du maintien et de la promotion des valeurs chrétiennes ainsi que d'un ordre juridique libéral dans notre pays. Elle s'oppose d'autre part à la tendance croissante de mise à mal des mariages et des familles, ainsi qu'au dénigrement des fondements chrétiens et des valeurs idéales de notre pays.

Pour une Suisse active sur le plan international

L'UDF se prononce en faveur d'une Suisse économiquement ouverte sur le monde, mais politiquement libre et indépendante. L'UDF est favorable à des relations bilatérales équilibrées avec tous les pays du monde dans les domaines économique, culturel et politique. Notre pays ne doit pas prendre parti dans des différends entre Etats tiers ; il ne doit s'engager dans des zones de conflits que par des actions humanitaires civiles, et non par des actions militaires.

Les « bons offices » de la Suisse

L'action éprouvée de la Suisse à l'étranger (aide au développement et aide en cas de catastrophe fournies par la Direction pour le développement et la coopération – DDC – et la Croix-Rouge suisse) doit être maintenue et développée. L'UDF se prononce en priorité pour l'aide prodiguée sur place, forme d'aide qu'elle considère la plus efficace. Au vu des menaces croissantes qui, dans le monde entier, pèsent sur les droits de la personne humaine, l'UDF demande que la Suisse use de son influence dans les cas où les droits de la personne humaine, la liberté de croyance et de conscience ou la protection des droits de minorités sont bafoués ou font l'objet de restrictions abusives.

Union européenne

L'UDF est favorable à des relations bilatérales équilibrées, sur le fondement d'un partenariat, avec l'Union européenne en tant qu'organisation, de même qu'avec ses Etats membres. L'UDF s'oppose en revanche fermement à une adhésion à l'Union européenne dans sa forme actuelle, en raison des pertes de souveraineté et de démocratie directe qu'elle entraînerait. L'UDF est favorable à un réexamen des accords bilatéraux, en particulier de l'accord en matière de la libre circulation des personnes et de l'accord d'association aux accords de Schengen et de Dublin.

Israël

Pour des raisons liées au rôle attribué dans la Bible à Israël, l'UDF reconnaît les prétentions que le peuple juif peut fonder sur les saintes Ecritures, et qui sont également reconnues par la Suisse. L'UDF demande en particulier la reconnaissance de Jérusalem en tant que capitale indivisible de l'Etat hébreu. L'UDF attend d'un Etat de droit tel qu'Israël, ainsi que de son gouvernement, le respect des droits de la personne humaine et du droit international.

Note

Ce programme d'action est également disponible sous forme électronique. Il peut être téléchargé à l'adresse www.udf-suisse.ch.

Des prises de position détaillées sont disponibles. Elles peuvent être commandées par téléphone au 033 222 36 37, ou téléchargées sur le site www.udf-suisse.ch.

Thoune/Yverdon-les-Bains, juin 2007